

Lettre aux parlementaires savoyards.

Chambéry le 18 mars 2024

Madame, Monsieur

Depuis maintenant plus de 5 mois, nous manifestons chaque semaine pour demander l'arrêt des bombardements sur Gaza, pour que notre gouvernement intervienne pour faire cesser la destruction de Gaza, ses infrastructures, sa population et pour arrêter la famine qui décime maintenant les gazaouis.

Nous manifestons pour l'application des droits humains aux gazaouis et pour le droit à l'existence du peuple palestinien.

A l'heure où nous parviennent les premières conclusions de l'enquête réalisée sur place par des experts de l'Organisation des Nations Unies nous redisons notre condamnation des actes barbares, les crimes de guerre, commis par le Hamas et les autres groupes armés palestiniens qui ont attaqué Israël le 7 octobre. Nous dénonçons avec force les crimes, les violences sexuelles, les viols, les actes de tortures tout comme nous dénonçons et condamnons Israël pour toutes les agressions et exactions, faites au peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie.

Le respect des Droits Humains, le respect du droit international vaut pour toutes les parties dans tout conflit.

Nous savons qu'Israël ne respecte pas ces droits depuis des décennies que ce soit dans le traitement qu'il inflige à ses prisonniers ou dans l'extension permanente de ses colonies, son annexion par la force de nouveaux territoires palestiniens. Nous savons que le gouvernement israélien actuel, n'a que faire du Droit International et des appels de l'ONU à cesser le massacre d'une population civile soumise à un siège inhumain.

Nous condamnons Israël :

- pour la tuerie de plus de 30.000 personnes en majorité des femmes et des enfants, des nourrissons.
- pour la prise en otage de près de 10000 prisonniers politique palestiniens, dont 6000 ces 5 derniers mois.
- pour le siège inhumain de Gaza et son refus de faire entrer l'aide humanitaire alors qu'une famine décime déjà des dizaines d'enfants et de personnes âgées chaque jour.

Concernant l'UNRWA, les accusations portées par Israël, si elles nécessitent enquêtes, elles ne peuvent priver des secours de base une population réduite aux dernières extrémités. Dans la situation actuelle ce serait se rendre complice des morts par famine et manque de soins. La France doit impérativement au minimum maintenir et verser les aides prévues à l'UNRWA.

Concernant les crimes de guerre des forces armées israéliennes sur la population civile

de Gaza et sur les exactions de l'armée et des colons en Cisjordanie nous exigeons que des commissions d'enquête indépendantes sous l'égide de l'ONU soient mises en place. La Cour Internationale de Justice a retenu plusieurs critères pour conclure à un risque avéré de génocide et a rappelé leurs obligations aux Etats signataires de la convention sur la prévention et la répression du crime de génocide.

La France et l'Europe doivent tout faire pour obtenir l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat et permanent par la libération des otages civils israéliens et binationaux, et celle des prisonniers politiques palestiniens dans les prisons israéliennes.

Notre pays et ceux de l'UE doivent :

- cesser de fournir des armes à Israël et toute forme de logistique militaire avec lui.

- prendre des sanctions économiques contre Israël, suspendre l'accord d'association permettant les échanges commerciaux entre l'UE et Israël

La France et ses alliés doivent appliquer ces mesures drastiques immédiatement afin que cessent les crimes en cours, afin de préserver les chances de paix au Proche Orient.

Enfin notre pays, tout en laissant le peuple palestinien choisir son destin et ses représentants, doit agir pour qu'un Etat Palestinien devienne effectif. La politique suprémaciste de Benjamin Netanyahu et de son gouvernement met en péril l'existence même du peuple palestinien et oblitère les perspectives de paix entre les 2 peuples.

Nous vous invitons à agir pour que la France porte cet appel avec force et détermination.

Merci de vos interventions dans les deux chambres parlementaires et auprès du président de la République.

En vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à ce courrier, nous vous prions Mesdames, Messieurs les député.e.s et sénateurs, sénatrices de recevoir nos salutations citoyennes.

Associations et organisations signataires :

AFPS, Alternatives et Autogestion, Cap à gauche, EELV, Générations, LDH ,LFI, La libre pensée, Mouvement de la Paix,